

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/ALB/8

14 octobre 1996

(96-4226)

Original: anglais

ACCESSION DE L'ALBANIE

Questions et réponses additionnelles concernant l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur

Le Ministère de l'industrie, des transports et du commerce de la République d'Albanie a fait parvenir au Secrétariat les questions et réponses additionnelles ci-après concernant l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur (document L/7613) et les réponses aux questions précédentes (documents WT/ACC/ALB/3 et WT/ACC/ALB/4). D'autres questions et réponses additionnelles seront distribuées dans des addenda au présent document.

IV. Marchés publics

Question 1

Les règlements relatifs aux passations de marchés ont-ils été élaborés? Sont-ils entrés en vigueur?

Réponse

Les règlements relatifs aux passations de marchés ont été élaborés par l'Office des marchés publics et sont entrés en vigueur le 1er janvier 1996.

Question 2

Prière de fournir une liste des entités publiques concernées par la nouvelle Loi sur les marchés publics.

Réponse

Les entités publiques concernées par la nouvelle Loi sur les marchés publics sont les suivantes:

- Assemblée du peuple;
- Cour constitutionnelle;
- Cour de cassation;
- Bureau du Procureur général;
- Conseil des ministres;
- Département du développement économique et de la coordination de l'aide étrangère;
- Office des marchés publics;
- Ministère de l'agriculture et de l'alimentation;
- Direction générale des forêts et des pâturages;

- Ministère des travaux publics et du tourisme;
- Ministère de la défense;
- Ministère des finances;
- Direction générale des impôts et des douanes;
- Direction générale des réserves d'Etat;
- Ministère de la privatisation;
- Ministère des affaires étrangères;
- Ministère de la santé et de la protection de l'environnement;
- Comité pour la conservation et la protection de l'environnement;
- Ministère de l'industrie, des transports et du commerce;
- Département d'Etat des postes et télécommunications;
- Ministère de la justice;
- Ministère du travail, de la protection sociale, de l'émigration et des anciens prisonniers politiques;
- Comité des anciens prisonniers politiques;
- Ministère des ressources minérales et de l'énergie;
- Ministère de l'intérieur;
- Commission du contrôle de l'Etat;
- Service du renseignement national;
- Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique;
- Ministère de la culture, de la jeunesse et de la femme;
- Muséum d'histoire naturelle;
- Direction générale de la radio-télévision albanaise;
- Direction générale des archives d'Etat;
- Académie des sciences;
- Galerie des Beaux-Arts;
- Agence de presse albanaise;
- Conseils des districts;
- Municipalités;
- Direction de la normalisation;
- Comité national à l'énergie;
- Secrétariat d'Etat à la religion;
- Banque d'Albanie;
- Institut national de la statistique;
- Centre albanais pour la promotion de l'investissement étranger;
- Office de restructuration des entreprises;
- Institut des assurances sociales.

Question 3

Cette nouvelle loi s'applique-t-elle aux organismes du gouvernement central et aux organismes régionaux, aux communes et aux municipalités? S'applique-t-elle aux commissions d'achat de toutes les entreprises détenant un monopole et aux entreprises publiques?

Réponse

Cette loi s'applique aux organismes du gouvernement central et aux organismes régionaux, aux communes et aux municipalités.

Cette loi s'applique aux entreprises détenant un monopole et aux entreprises publiques.

Question 4

En ce qui concerne la procédure de règlement des différends, les décisions de l'Office central des marchés publics sont-elles définitives? Ces décisions peuvent-elles faire l'objet d'un recours devant les tribunaux nationaux?

Réponse

Les décisions de l'Office central des marchés publics sont définitives et ne peuvent pas faire l'objet d'un recours devant les tribunaux nationaux.

Question 5

L'utilisation de la méthode des appels d'offres internationaux ouverts (évoquée à la question 69 du document WT/ACC/ALB/3) implique-t-elle que les entreprises étrangères sont écartées de la procédure d'appel d'offres si le degré de concurrence entre les fournisseurs nationaux est suffisant? Quels sont les critères appliqués pour déterminer si la concurrence entre les fournisseurs nationaux est suffisante?

Réponse

L'utilisation de la méthode des appels d'offres internationaux ouverts n'implique pas que les entreprises étrangères sont écartées de la procédure d'appel d'offres si le degré de concurrence entre les fournisseurs nationaux est suffisant. La méthode d'appel d'offres ouverts qui existe en Albanie s'adresse principalement aux entreprises locales, mais permet la participation d'autres entreprises, quelle que soit leur nationalité.